

*Questions orales*

Les gouvernements ne peuvent pas tout faire pour rendre les sociétés compétitives dans le monde. Les sociétés, soit les travailleurs et les gestionnaires, doivent aussi viser cet objectif global.

Ce que nous essaierons de faire dans le cadre des négociations en vue du libre-échange avec les Américains et les Mexicains sera de créer des conditions qui regroupent les avantages des trois pays pour favoriser le développement de la meilleure industrie automobile possible dans ces trois pays.

**M. Jim Peterson (Willowdale):** Monsieur le Président, le ministre a refusé d'honorer son engagement d'hier, celui qui consistait à obtenir des garanties pour les emplois des Canadiens dans le domaine de l'automobile.

Permettez-moi d'ajouter, comme question supplémentaire, que le ministre de l'Industrie a dit hier à la Chambre que «l'Accord de libre-échange n'a eu aucun effet sur les niveaux de protection» des emplois canadiens prévus par le pacte de l'automobile. C'est pourtant l'Accord de libre-échange qui permet aux trois géants de retirer du Canada tous leurs emplois et toute la production et d'exporter ensuite, hors taxe, leurs automobiles au Canada.

Comment les Canadiens peuvent-ils faire confiance au ministre pour négocier un accord. . .

**M. le Président:** Un instant. Je suis sûr que le député peut formuler sa question de façon moins blessante.

**M. Peterson:** Comment les Canadiens peuvent-ils avoir confiance que ce ministre pourra négocier un bon accord commercial avec les États-Unis et le Mexique alors qu'il n'est même pas au courant des répercussions de l'Accord de libre-échange canado-américain sur le secteur canadien de l'automobile?

**L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, permettez-moi de citer le président de la chambre de commerce de St. Catharines, qui commentait hier cette décision et les causes de la décision.

Il a dit: «Selon moi, le libre-échange n'a rien à voir dans cette affaire. Le pacte de l'automobile établissait déjà le libre-échange. Je ne pense pas que le libre-échange puisse influencer sur le pacte de l'automobile et je ne lui ferais pas porter le blâme dans le cas qui nous occupe.»

\* \* \*

**LE CHÔMAGE**

**M. Gilbert Parent (Welland—St. Catharines—Thorold):** Monsieur le Président, comme on l'a mentionné

dans les questions qui précèdent, le centre industriel de l'Ontario subit un coup terrible à cause de ces mises à pied, en particulier à cause de la perte annoncée hier de 2 300 emplois à St. Catharines, qui se trouve dans ma circonscription.

Ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Le ministre peut-il dire comment le financement promis dans le projet de loi C-21 sera utilisé pour recycler les travailleurs mis à pied à l'usine de GM à St. Catharines? Le ministre peut-il indiquer quels programmes et combien d'argent serviront au recyclage de ces travailleurs de l'automobile?

**L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, à ce propos, le conseiller du Service d'aide à l'adaptation de l'industrie a rencontré les dirigeants locaux de cette usine et les représentants locaux des Travailleurs canadiens de l'automobile pour discuter de la formation d'un comité du SAAI.

Ce comité doit aider à élaborer un plan d'adaptation pour les travailleurs touchés. Le ministère offrira son éventail complet de programmes et de services à tous ces travailleurs.

Nous croyons que les programmes mis en oeuvre sous l'égide du comité du SAAI serviront les intérêts des travailleurs en question.

Comme tout ce processus est mis en branle au moment où je vous parle, je ne suis pas en mesure d'indiquer un montant précis. Si le député veut connaître cette information, je la lui fournirai quand elle sera disponible.

**M. Gilbert Parent (Welland—St. Catharines—Thorold):** Je remercie le ministre de sa réponse et j'ai hâte qu'il nous donne des précisions sur le montant d'argent.

Monsieur le Président, je voudrais adresser ma question suivante au ministre des Approvisionnements et Services mais, étant donné qu'il est absent, je l'adresse au premier ministre suppléant. Je me reporte à un communiqué rendu public le 13 février au sujet de contrats fédéraux accordés récemment en Ontario.

Compte tenu du grave coup qui a été porté aux usines de la GM dans ma circonscription, le premier ministre suppléant nous dira-t-il pourquoi le ministère des Approvisionnements et Services a passé une commande de près d'un million de dollars pour l'achat de nouvelles automobiles pour la GRC? Bien qu'il s'agisse d'automobiles de la General Motors, elles ont été totalement assemblées aux États-Unis.